

Marie-Josée Jacobs, Discours à l'occasion du symposium de haut niveau sur la coopération au développement, Luxembourg

18-10-2011

Madame la Vice Secrétaire Générale,
Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

J'ai l'honneur et le grand plaisir de vous saluer ce matin – au nom du gouvernement luxembourgeois et de vous souhaiter une chaleureuse bienvenue au Grand-Duché de Luxembourg. J'espère que toutes celles et tous ceux qui ont entrepris de longs voyages pour se joindre à nous, auront eu le temps de se reposer afin de pouvoir participer activement aux discussions que nous mènerons dans les deux prochains jours sur des sujets chers au Luxembourg et hautement pertinents pour notre entreprise commune, à savoir l'efficacité et l'impact de l'aide au développement internationale.

L'endroit où nous nous trouvons aujourd'hui, le Centre culturel de rencontre Neumünster, participe en quelque sorte du rationnel qui au fil des décennies a fait du Luxembourg un acteur engagé dans la coopération au développement, un partenaire fidèle et un donateur fiable. Les murs qui nous entourent, ont abrité successivement une abbaye, une prison et aujourd'hui – fort heureusement – un centre culturel de rencontres nationales et internationales. Au fil du temps l'espace s'est donc ouvert, physiquement et par sa destination et son esprit. Par analogie, il en va de même des anciennes fortifications militaires que vous avez peut-être aperçues ce matin en arrivant. A l'indépendance du Luxembourg en 1839 ces fortifications constituaient encore un atout militaire stratégique, au point que l'ancien château fort a dû être démantelé à la demande des grandes puissances européennes. Depuis seules les périodes noires des deux guerres mondiales ont temporairement ralenti l'ouverture progressive du pays et des mentalités sur le reste du monde.

Vers la moitié du 19e siècle le Luxembourg était encore un pays avec une faible production agricole, et – faute de perspectives économiques meilleures – l'émigration était la seule issue pour un tiers d'une population principalement paysanne et appauvrie. L'essor de l'industrie sidérurgique au début du 20e siècle, puis du secteur financier à partir des années '80, a permis au Grand-Duché de vivre un siècle de développement économique et social constant et rapide. Le labeur infatigable de la population locale, le sens politique aigü des classes dirigeantes pour les besoins réels et les chances à saisir, la solidarité internationale après les guerres et l'investissement en capital et en ressources humaines venu de l'étranger ont contribué à façonner le niveau de vie du Luxembourg. Des vagues d'immigration successives ont rythmé la réalité démographique du pays.

Aujourd'hui 45 pour cent de la population résidente ne sont pas d'origine luxembourgeoise, mais ils contribuent substantiellement au quotidien à la richesse nationale et participent de plus en plus activement à la vie publique, comme nous avons pu le constater dimanche dernier lors des élections communales. Quelque 150 nationalités sont aujourd'hui représentées au Grand-Duché, ce qui est d'autant plus remarquable si l'on considère l'exiguïté du territoire, quelque 2.500 kilomètres carrés – la taille de Rhodes Island, pour ceux qui vivent aux Etats-Unis.

Ce bref exposé historique et démographique m'a semblé utile pour illustrer pourquoi le Luxembourg, fervent partisan du multilatéralisme, a été membre fondateur de toutes les organisations internationales importantes depuis les années '50, au premier chef bien sûr des Nations Unies et des Communautés européennes. Ces explications permettent également de comprendre notre motivation et l'engagement sans faille qui en découle, sur le front de la coopération au développement et de l'action humanitaire. Pas plus tard que mercredi passé j'ai eu l'occasion de rappeler, lors de ma déclaration politique annuelle au parlement, que notre aide publique au développement repose sur les deux piliers indissociables d'un effort quantitatif soutenu (1,05 pour cent du RNB en 2010) et d'un effort qualitatif ambitieux. Le sujet de notre symposium traduit parfaitement, d'une part, la prise de conscience de l'urgence à agir et des enjeux du développement et, d'autre part, le souci de maximiser l'impact de nos activités, face à la réalité impressionnante des besoins. Les trois sessions de travail qui sont prévues, permettront – je l'espère – de trouver des éléments de réponses multiples à une même question : Comment rendre notre aide publique au développement plus intelligente ? – Cette notion de smart aid me tient tout particulièrement à coeur, parce qu'en tant que représentant d'un pays donateur relativement petit, je suis sans doute encore plus sensible au constat que, face aux défis globaux de la pauvreté, de la crise économique, du changement climatique, des pandémies et des flux migratoires, un pays seul – aussi puissant soit-il – ne saurait faire la différence. C'est pourquoi je me réjouis du caractère pluridisciplinaire de notre symposium. Seules les forces combinées de différents acteurs du développement, venant d'horizons très divers et apportant une multitude d'approches et d'expériences, tiennent en elles la promesse d'une action coordonnée, cohérente et efficace. Je suis donc confiante que notre travail aboutira à des recommandations utiles en vue de maximiser l'impact de notre aide, en vue d'identifier de nouveaux effets de leviers quantitatifs et qualitatifs et en vue de mieux organiser nos efforts conjoints dans les pays en développement.

Ces recommandations alimenteront bien sûr le processus de travail du Forum des Nations Unies sur la coopération au développement qui se tiendra en juin 2012 à New York – et je me réjouis d'avance de venir les présenter à cette occasion ; mais les fruits de nos discussions pourront servir bien plus tôt, à savoir lors du 4e Forum sur l'efficacité de l'aide auquel nous nous rendrons fin novembre à Busan. Si le Development Cooperation Forum doit, à la suite de Busan, éventuellement jouer un rôle accru dans le suivi de l'agenda de l'efficacité de l'aide, le travail de notre symposium ici à Luxembourg est d'autant plus utile. En effet, seul un forum institutionnellement fort et politiquement ambitieux pourra durablement promouvoir et assurer la qualité de l'aide sans laquelle le débat sur la quantité de l'aide risque de devenir irrelevante. Pour prévenir un tel scénario, il nous appartient de faire preuve de réalisme, certes, mais aussi et surtout d'imagination pour identifier et explorer des moyens et des partenariats innovants pour augmenter l'impact de notre aide.

Madame la Vice Secrétaire Générale,
Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Jean-Jacques Rousseau a dit : "Il n'y a pas de véritable action sans volonté." C'est dans cet esprit d'un engagement soutenu et d'une volonté renouvelée de faire la différence face au désarroi de toutes celles et tous ceux qui souffrent au quotidien des conséquences de la pauvreté, que je vous encourage à mener au cours des deux jours à venir des débats ouverts et inspirés en vue d'en tirer des conclusions riches en enseignements pour notre action de demain.

Je vous remercie de votre attention.